



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
13 août 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant Soixante et unième session

Compte rendu analytique de la 1734^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 21 septembre 2012, à 10 heures

Président: M. Zermatten

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties (*suite*)

Deuxième rapport périodique de l'Andorre

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-46061 (EXT)



* 1 2 4 6 0 6 1 *

Merci de recycler 



La séance est ouverte à 10 h 5.

Examen des rapports soumis par les États parties (suite)

Deuxième rapport périodique de l'Andorre (CRC/C/AND/2; CRC/C/AND/Q/2 et Add.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation andorrane prend place à la table du Comité.*
2. **M. Villaverde** (Andorre) dit que la crise économique actuelle a eu une incidence directe sur les groupes les plus vulnérables du pays, en particulier les enfants. De nombreux pays européens ont connu ces dernières années, à la fois une hausse du nombre de personnes nécessitant une aide sociale, et de graves contraintes budgétaires; l'Andorre ne fait pas exception. Confronté à de tels problèmes, le gouvernement a plus que doublé (dans un rapport de 5 en 2009, à 11 en 2012) le nombre de professionnels chargés des questions relatives aux enfants particulièrement exposés, de travailleurs sociaux et de psychologues notamment, et il n'a procédé à aucune coupure budgétaire à ce jour pour les questions consacrées aux enfants. Enfin, après une période d'instabilité politique dans le pays, la Commission nationale pour l'enfance créée en 2005 a, avec l'aide de l'actuel gouvernement, commencé à remplir le mandat consistant à améliorer les conditions d'existence des enfants en coordonnant toutes les politiques y relatives et les actions de mise en œuvre des recommandations du Comité.
3. S'agissant de la recommandation du Comité de créer une base de données sur les enfants, M. Villaverde dit que le Ministère de la santé et du bien-être a récemment signé un memorandum d'accord avec la Fondation Julià Reig pour réaliser une étude indépendante sur la situation des enfants et des adolescents en Andorre. Cette étude servira à créer une base de données utile et ses résultats aideront le ministère à mieux définir les actions préventives et à fixer des priorités. Le Ministère travaille également actuellement à un projet d'histoire sociale avec pour objectif l'élaboration d'une base de données nationale qui couvrira les secteurs tels la santé, le bien-être, l'éducation et l'économie, et il collectera les données en un même lieu. Il prépare en outre actuellement un projet de loi destiné à une restructuration plus efficace et coordonnée des services sociaux.
4. L'absence de législation spécifique sur les enfants en Andorre ne signifie pas pour autant qu'ils y sont négligés ou ignorés par la loi. Hormis la Convention et son Protocole facultatif comme les autres instruments internationaux auxquels l'Andorre est partie, il existe de nombreuses lois internes, telle la loi qualifiée sur l'adoption et autres formes de protection des enfants abandonnés, qui permettent au gouvernement de répondre aux besoins des enfants et des adolescents particulièrement exposés. La petite taille du pays, avec une population inférieure à 80 000 habitants, permet au gouvernement grâce au peu d'obstacles bureaucratiques, de traiter rapidement et efficacement les problèmes auxquels se heurtent les enfants et de travailler en étroite collaboration avec les professionnels qui s'occupent d'enfants, notamment psychologues, travailleurs sociaux, enseignants, procureurs, juges et autres. Ces personnes sont de même en mesure d'intervenir de manière ciblée pour résoudre les cas urgents concernant par exemple les sans-abri ou la maltraitance à enfant. Bien que l'Andorre soit confrontée aux mêmes problèmes touchant les enfants que les pays plus grands, les statistiques établies par le Bureau du Procureur public et communiquées aux membres du Comité, montrent que ces problèmes y existent à plus petite échelle.
5. Le gouvernement andorran a récemment soumis au Parlement un projet de loi visant à modifier le Code pénal pour le rendre conforme à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants, et la pornographie mettant en scène des enfants. Lorsque ce projet

de loi aura été adopté, le gouvernement prendra des mesures pour ratifier le Protocole facultatif d'ici à la fin 2012. M. Villaverde se réjouit d'informer le Comité que son gouvernement a décidé il y a deux jours, de demander au Premier Ministre de signer le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, lorsqu'il se rendrait à la soixante-septième session de l'Assemblée générale. Le gouvernement a également récemment signé l'engagement du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) intitulé «Engagement en faveur de la survie de l'enfant, une promesse renouvelée».

6. M. Villaverde souhaite enfin préciser que la soumission tardive du rapport périodique de l'État partie est largement due au remaniement constant du personnel technique impliqué dans sa préparation, trop peu nombreux pour les multiples tâches à accomplir. Le gouvernement s'est néanmoins efforcé de faire participer un maximum de personnes qui travaillent dans le domaine de l'enfance et de recueillir les données les plus pertinentes et actuelles possibles. Il souhaite proposer au Comité de présenter les troisième à cinquième rapports périodiques soumis en un seul document début 2018, ce qui lui permettrait de satisfaire en temps voulu à ses obligations d'établissement de rapport au titre de la Convention.

7. **M. Cardona Llorens** (Rapporteur pour l'Andorre) félicite l'État partie pour sa décision de signer le Protocole facultatif et pour ses efforts de mise en œuvre des recommandations du Comité relatives à la protection des droits de l'enfant, y compris ceux des enfants handicapés. Il demande quels sont les intervenants gouvernementaux impliqués dans la rédaction du rapport et si la société civile a joué un rôle à cet égard. Il note avec satisfaction les nombreuses initiatives adoptées depuis la soumission du précédent rapport, notamment une meilleure collecte des données, malgré les nombreux problèmes, notamment de coordination, ou le manque de personnels qualifiés. Il souhaite connaître les mesures adoptées pour favoriser une plus grande coordination des actions entreprises entre les divers services concernés. L'une des précédentes recommandations du Comité était que l'État partie définisse une stratégie globale ou un plan national d'action pour l'enfance propre à renforcer cette coordination. Il aimerait avoir des informations sur les éventuelles dispositions adoptées à cette fin.

8. Bien qu'il soit heureux d'apprendre l'absence de coupes budgétaires dans le domaine de la protection de l'enfance en dépit de la crise, il relève avec inquiétude la qualification «à ce jour» mentionnée dans la déclaration liminaire. Il souhaite donc savoir quels sont les dispositifs mis en place pour offrir des services sociaux essentiels durables et garantir qu'ils ne seront pas réduits à l'avenir. En outre, l'affectation par le gouvernement de parts spécifiques du budget aux questions relatives à l'enfance n'est pas manifeste. S'ils existent, il aimerait obtenir davantage de détails sur ces postes budgétaires.

9. M. Cardona Llorens s'interroge sur l'absence de plaintes pour violation de leurs droits déposées par des enfants auprès du bureau du Médiateur, malgré les activités menées pour promouvoir la connaissance de la Convention auprès du public. Les enfants sont-ils informés de leurs droits? Il note avec préoccupation que l'âge minimum du mariage est toujours de 16 ans et qu'en Andorre, les personnes peuvent se marier avec l'autorisation d'un juge dès 14 ans, un âge inapproprié pour le mariage. Il demande pourquoi cet âge n'a pas été relevé à 18 ans. Il aimerait en outre avoir des informations sur les mesures adoptées pour promouvoir l'égalité entre filles et garçons et pour éliminer les stéréotypes. Il demande également si ces stéréotypes ont donné lieu à des études et dans l'affirmative, quelles sont les mesures prises pour les corriger.

10. Compte tenu de l'absence de législation spécifique réglementant les droits de l'enfant, la manière dont est intégré à toute la législation pertinente le principe essentiel de l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas évidente. M. Cardona Llorens aimerait se voir citer un jugement dans lequel cet intérêt supérieur a été évoqué. En outre, des précisions

s'imposent quant aux critères servant à évaluer l'intérêt supérieur de l'enfant en vertu de la loi; de tels critères ont-ils été spécifiés ou le principe est-il laissé à la discrétion de l'autorité judiciaire qui prend une décision?

11. Il demande quelles sont les mesures prises pour protéger le droit à la vie privée des enfants et empêcher qu'ils ne soient exposés à des contenus dangereux sur l'Internet. Existe-t-il un organe chargé de traiter spécifiquement les infractions impliquant des violations du droit à la vie privée des enfants? M. Cardona Llorens relève aussi avec inquiétude l'absence de loi spécifique visant toutes les formes de châtements corporels. Il se dit enfin préoccupé par la hausse des cas de violence familiale due à la crise économique actuelle, car celle-ci est peu susceptible de s'achever rapidement et les enfants de familles modestes y sont particulièrement exposés. Il serait donc utile de connaître plus précisément le nombre de travailleurs sociaux et de psychologues pour enfant qui travaillent dans les paroisses sur tout le territoire.

12. **M^{me} Nores de García** demande quelles sont les mesures adoptées pour garantir un accès universel et égal à tous les services publics tels la santé et l'éducation, notamment pour les enfants de travailleurs saisonniers en Andorre. Elle demande comment l'État partie lutte contre la discrimination persistante à l'égard des filles et encourage l'acceptation des autres cultures, langues et coutumes. Elle aimerait savoir si la Commission nationale pour l'égalité dispose de ressources humaines et financières adéquates. Il serait intéressant de connaître les activités mises en place pour sensibiliser aux incidences nocives des châtements corporels. Enfin, M^{me} Nores de García aimerait connaître les formes de protection offertes aux enfants, compte tenu des effets néfastes de la crise actuelle, en particulier sur les enfants vulnérables.

13. **M. Guráñ**, notant que l'Andorre n'a pas encore créé une institution nationale relative aux droits de l'homme, aimerait connaître le nombre de plaintes reçues par le Médiateur et quel a été leur règlement. Comment le public est-il informé de la possibilité de déposer une plainte auprès du Médiateur? Il aimerait également savoir s'il existe un parlement des enfants en Andorre et dans quelle mesure les enfants participent au processus décisionnel à l'école et au niveau de la paroisse.

14. **M. Koompraphant** dit qu'en dépit de l'existence d'une abondante législation concernant les enfants en Andorre, aucune loi spécifique ne vise à les protéger contre la violence familiale. Il souhaite savoir quelles sont les garanties mises en place pour prévenir la maltraitance à la maison, et les mesures d'intervention rapide prévues par la loi, tels les avertissements, ordonnances du tribunal et programmes éducatifs, à l'intention des parents, des tuteurs légaux ou autres personnes chargées de la garde d'enfants et coupables de maltraitance à leur égard.

15. **M. Pollar** félicite l'État partie de se conformer à l'article 6 de la Convention concernant le droit à la vie, et notamment pour son abolition de la peine de mort dans le pays; il est toutefois préoccupé par le fait que des enfants continuent de mourir en Andorre avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans, car aux yeux de Comité, le décès d'un seul enfant est très préoccupant. Notant les statistiques fournies au paragraphe 212 du rapport pour la période 2002-2006, M. Pollar demande quelles sont les mesures prises pour empêcher les mineurs de se tuer dans des accidents de la route ou par suicide.

16. S'agissant de l'article 14 de la Convention concernant la liberté de pensée, de conscience et de religion, M. Pollar note qu'en Andorre, le Chef de l'État est un évêque; il demande donc si l'État partie a eu à résoudre des conflits avec l'article 14, dans la vie quotidienne de ses citoyens. Il aimerait avoir des informations sur l'enseignement de la religion dans les écoles, et en particulier savoir s'il est obligatoire, si l'éducation religieuse bénéficie d'un financement public et, dans l'affirmative, si certaines religions sont favorisées par rapport à d'autres, si le droit à la vie privée de l'enfant est protégé lorsqu'il

choisit de ne pas suivre d'instruction religieuse et enfin, si la religion est indiquée sur les diplômes de fin d'étude.

17. **M. Kotrane** note avec satisfaction que le rapport couvre de nombreux secteurs, mais il relève l'attention insuffisante accordée à certains – à savoir la protection des enfants qui englobe des domaines aussi importants que le système de justice des mineurs, le travail, l'exploitation et la violence sexuelles, et la traite des enfants. Il est frappé par le fait que ces questions tiennent sur une seule page dans un rapport qui en compte plus de 100. Notant que l'Andorre avait adopté une approche moniste de la loi, il demande si, dans certains cas, la Convention a été appliquée par des juges. Il souhaite également avoir des précisions sur la relation entre l'État partie et l'Organisation internationale du travail (OIT) et savoir si les conventions ou les instruments normatifs de cette organisation s'appliquent en Andorre, bien qu'elle n'en soit pas membre.

18. **M^{me} Sandberg** dit que la réticence de l'État partie à relever l'âge minimum du mariage à 18 ans semble indiquer un manque de compréhension du concept d'enfance et des droits consacrés par la Convention. Il serait utile de savoir si l'État partie a pris cela en considération, ou s'il existe des raisons sous-jacentes pour ne pas relever l'âge minimum.

19. **M. Gastaud** demande si l'observatoire social chargé de la compilation des données relatives aux enfants et à la famille mentionné au paragraphe 121 du rapport est actuellement opérationnel, et dans l'affirmative, s'il a publié ses conclusions. Il aimerait avoir des informations sur les éventuels recours judiciaires ou administratifs possibles pour les enfants qui n'ont pas été entendus lors de procédures les concernant. Le Comité souhaiterait également avoir des informations complémentaires sur les fonctions et l'autorité du Conseil général de la jeunesse: a-t-il à ce jour travaillé en conjonction avec des instances de l'État?

20. **M^{me} Wijemanne** demande si les enfants peuvent déposer une plainte auprès du Médiateur et, dans l'affirmative, s'ils sont informés de ce droit. Il serait utile de connaître les éventuels autres mécanismes de recours dont ils disposent. Le Comité souhaiterait avoir des informations complémentaires sur la Commission nationale des enfants, en particulier sur son indépendance. **M^{me} Wijemanne** demande si elle est coordonnée par le Ministère de la santé et comment elle fonctionne. Il serait intéressant d'avoir des données sur la violence à motivation sexiste qui touche les filles dans l'État partie. Elle demande quelle est l'aide accordée aux jeunes filles enceintes à la suite d'un viol.

21. **M^{me} Varmah** demande si l'État partie dispose de fichiers sur les enfants nés en Andorre et dont la naissance n'a pas été déclarée. Elle souhaite savoir ce qui est fait lorsqu'une naissance n'est pas déclarée dans le laps de temps imparti.

22. **Le Président** invite instamment l'État partie à ratifier au plus tôt la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et à envisager la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité.

La séance est suspendue à 11 h 5; elle est reprise à 11 h 35.

23. **M. Villaverde** (Andorre) dit que bien que la société civile n'ait pas participé à l'élaboration du rapport périodique, des efforts ont été faits pour consulter les organisations non gouvernementales et les partenaires sociaux lors de la préparation des précédents rapports. Il est vrai cependant que le gouvernement doit trouver des mécanismes pour surmonter la réticence de la société civile à formuler des avis et la tendance du gouvernement à ne consulter que les ministères et les conseils de paroisses.

24. La Commission nationale des enfants est l'instance de coordination majeure de toutes les mesures de promotion et de protection des droits de l'enfant en Andorre. Elle est chargée de définir les priorités, d'assurer la communication avec les ONG et de jouer un rôle moteur dans le suivi des observations finales du Comité. Il existe certes une

Commission technique d'aide aux mineurs, mais son mandat est nettement moins étendu que celui de la Commission nationale des enfants. On espère que celle-ci sera pleinement opérationnelle d'ici à la fin 2012.

25. **Le Président** demande quelle sera l'autorité de la Commission et quelles ressources financières lui seront allouées.

26. **M^{me} Gesse** (Andorre), en réponse aux questions posées concernant la protection de l'enfant, dit qu'une équipe spécialisée intervient lorsque des enfants et des adolescents se trouvent particulièrement exposés ou sans protection. Son personnel ayant plus que doublé, l'équipe s'emploie aussi à trouver des manières d'améliorer le bien-être de tous les enfants et adolescents, quelle que soit leur situation. Une sous-commission intervient dans les écoles pour sensibiliser les élèves et les enseignants aux risques potentiels pour le bien-être des enfants. En cas de soupçons d'abus ou de maltraitance physique à l'égard d'un enfant, les équipes interviennent dans les 24 heures; la police et les tribunaux prennent des mesures dans les 48 heures, et à plus long terme un travail est entrepris avec la famille de l'enfant pour s'efforcer de mettre fin aux abus et garantir que l'enfant peut demeurer en toute sécurité dans le milieu familial. Les psychologues de l'équipe sont chargés de déterminer le niveau de risque encouru par un enfant et s'il doit être retiré à sa famille. Si nécessaire, les tribunaux prononcent une ordonnance de protection et l'enfant est pris en charge.

27. **M. Cardona Llorens** dit que le Comité aimerait avoir des informations complémentaires sur l'autorité dont disposera la Commission nationale des enfants pour donner instruction aux ministères et aux conseils de paroisse des actions à entreprendre. Il demande si elle comprendra des représentants de tous les ministères et conseils de paroisses.

28. **M. Villaverde** (Andorre) dit que la Commission sera composée de représentants de tous les secteurs agissant dans le domaine des droits de l'enfant, dont la santé, l'éducation, l'aide sociale, la police, la justice et la culture, du Conseil général de la jeunesse, et éventuellement des médias. La Commission sera dotée de son propre budget en 2013.

29. **M. Forner** (Andorre) dit que le gouvernement est conscient de la nécessité d'amender la loi sur l'âge minimum du mariage. Le fait que cet âge ait été fixé au-dessous de 18 ans n'indique pas une méconnaissance du concept d'enfance. Le dispositif légal concerné est anachronique et sera sans nul doute modifié à l'avenir. Il a initialement été mis en place pour permettre aux jeunes filles qui deviennent mère à moins de 18 ans de ne pas être considérées comme coupables d'une infraction.

30. Aucune discrimination de la part de policiers à l'encontre d'enfants de travailleurs saisonniers n'a été signalée en Andorre. Le rapport périodique ne fait pas référence à la mise en œuvre des Protocoles facultatifs à la Convention car des rapports distincts sur l'application de ces instruments ont été soumis et examinés par le Comité en 2006. Le gouvernement andorran a signé quelque 20 conventions du Conseil de l'Europe, y compris la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Il prévoit de ratifier cet instrument avant la fin 2012. Depuis son accession à l'indépendance en 1994, Andorre a ratifié quelque 246 instruments relatifs aux droits de l'homme, ce qui représente un énorme volume de travail en termes de mise en œuvre et d'établissement de rapports.

31. L'Andorre n'est pas membre de l'OIT simplement en raison d'un manque de ressources. Les autorités en observent toutefois les conventions et recommandations et intègrent nombre de leurs dispositions à la législation nationale. Plusieurs dispositifs de la législation nationale contiennent des dispositions destinées à prévenir l'inégalité entre les sexes et à éliminer les stéréotypes. Les lois concernant le mariage et les relations de travail disposent que les deux parents ont l'égale responsabilité d'élever les enfants. Après la

sixième semaine du congé de maternité, chaque couple peut décider qui du père ou de la mère prendra le solde du congé parental disponible.

32. **M. Cardona Llorens** demande quelles sont les mesures adoptées pour évaluer les résultats des louables efforts engagés par le gouvernement pour améliorer l'égalité entre les sexes dans l'État partie.

33. **M^{me} Aidoo** demande si la Commission nationale pour l'égalité est opérationnelle et dispose de ressources suffisantes pour mettre en œuvre le Plan national d'action pour l'égalité. Il serait utile de savoir si la Commission a élaboré des stratégies pour cibler les inégalités auxquelles sont confrontées les filles et les femmes, et d'autres groupes.

34. **M. Villaverde** (Andorre) dit que le gouvernement a nettement progressé en matière de collecte de données et d'analyse des résultats de l'ensemble de ses stratégies et programmes sociaux. Il communiquera au Comité le bilan de ces efforts dans son prochain rapport périodique.

35. La législation relative aux travailleurs saisonniers ne reconnaît pas le droit au regroupement familial. De ce fait, lorsque les personnes qui viennent travailler en Andorre pendant la saison de ski emmènent leurs enfants, ceux-ci n'ont pas un droit direct aux soins de santé et à l'éducation. Dans la pratique toutefois, l'intérêt supérieur de l'enfant prévaut toujours, de sorte que tous les enfants peuvent exercer ces droits. Le gouvernement espère à l'avenir modifier la législation concernée.

36. **Le Président** dit ne pas saisir pourquoi la législation de l'État partie ne reconnaît pas aux enfants des travailleurs saisonniers les droits à la santé et à l'éducation puisque ces droits sont respectés dans la pratique.

37. **M. Forner** (Andorre) dit que les travailleurs temporaires, dont la majorité reste en Andorre six mois au maximum, n'ont pas droit à la réunification familiale. Toutefois, les articles 20 et 30 de la Constitution garantissent l'accès à l'éducation et aux soins de santé.

38. **Le Président** dit que l'État partie doit résoudre la question du regroupement familial car tous les enfants, quels que soient la situation ou le statut juridique de leurs parents, doivent avoir accès à la santé et à l'éducation.

39. **M^{me} Nores de García**, notant que trois ans de résidence sont exigés pour que l'enfant d'un travailleur migrant acquière le droit à la scolarité, dit que lorsque les travailleurs temporaires viennent avec leurs enfants, ceux-ci ne doivent pas subir de discrimination fondée sur la situation de leurs parents.

40. **M. Forner** (Andorre) dit que l'Andorre connaît chaque année un afflux massif de travailleurs migrants pendant la saison de ski. Une législation restrictive est nécessaire, car le pays ne serait pas en mesure de faire face à la forte croissance temporaire de population et d'en assumer les coûts. L'État partie ne pourrait demander à ses contribuables de supporter la charge financière qu'impliquerait l'accès des migrants aux services. Bien que ce régime paraisse restrictif, les droits des enfants sont néanmoins protégés en vertu des dispositions de la Constitution.

41. **M^{me} Mingorance** (Andorre) dit qu'en Andorre, la violence physique ou psychologique ou tout autre traitement humiliant sont interdits en vertu du Code pénal. De telles infractions sont passibles de peines pouvant atteindre trois ans de prison, avec des sanctions complémentaires prononcées en cas de violence physique ou psychologique infligée à un enfant, l'âge de l'enfant constituant un facteur aggravant.

42. **M^{me} Nores de García** demande quels sont les programmes de sensibilisation ou de mobilisation sociale mis en place pour informer les communautés, les enfants, les familles et la société civile des incidences néfastes des châtiments corporels, et pour promouvoir un comportement positif.

43. **Le Président**, notant que la législation andorrane n'interdit pas expressément les châtiments corporels, et rappelant les recommandations relatives à la Charte sociale européenne qui ont été formulées, dit que cette pratique ne comprend pas seulement la punition physique, mais également le recours à la force, aux menaces ou à l'humiliation pour sanctionner un enfant.

44. **M. Cardona Llorens** n'affirme pas que la violence à l'égard des enfants soit un phénomène courant en Andorre. Néanmoins, bien qu'il ait compris l'existence de dispositions générales pour la prévenir, le Comité souhaite savoir si elle est expressément interdite dans tous les domaines de la législation et de la politique nationales par des dispositions destinées à prévenir tous les types de violence, y compris les châtiments corporels, et par des campagnes visant à éliminer les stéréotypes et des mesures pour sensibiliser la société et changer les comportements à l'école, dans la famille et dans la vie en général.

45. **M^{me} Mingorance** (Andorre) dit que la législation nationale couvre tous les types de violence et de traitements humiliants à l'égard des enfants. Il existe une jurisprudence dans ce domaine qui inclut des statistiques relatives à l'issue des cas de violence à l'encontre d'enfants. Bien que le Code pénal ne contienne pas d'interdiction express des châtiments corporels, le principe est certainement appliqué dans la pratique. Les cas sont souvent signalés aux tribunaux par un médecin traitant, mais les enfants peuvent aussi déposer une plainte en appelant une ligne d'assistance téléphonique, ou en contactant la police. La délégation peut fournir au Comité des statistiques sur ce type de cas et sur les jugements consécutifs rendus par les tribunaux. Différentes mesures de protection existent en cas de maltraitance dans le milieu familial, selon la nature de la maltraitance. Les autorités peuvent par exemple retirer à la famille la garde de l'enfant, après quoi un juge des mineurs décide des mesures à prendre, y compris la mise en place d'un soutien psychologique. Le Service du bien-être de l'enfant qui est ensuite contacté, dispose des moyens nécessaires pour protéger l'enfant concerné.

46. Des mesures permettent de protéger l'intérêt supérieur de l'enfant lors des procédures judiciaires. Les juges évaluent chaque cas individuellement en tenant compte d'informations telles une évaluation psychologique de l'enfant et les résultats des entretiens avec l'enfant et ses proches. Les décisions du tribunal sont susceptibles d'appel, notamment au motif que l'intérêt supérieur de l'enfant n'a pas été pleinement respecté.

47. **M. Cardona Llorens** demande si, plutôt que des garanties générales de procédure, il existe en Andorre des critères établis par la loi concernant l'intérêt supérieur de l'enfant qui soient conformes aux directives énoncées par le Conseil de l'Europe et contraignantes pour les juges, ou si ceux-ci déterminent eux-mêmes où se situe l'intérêt supérieur de l'enfant.

48. **M^{me} Mingorance** (Andorre) dit que les juges doivent justifier leurs décisions après avoir analysé tous les aspects d'un cas. Ces décisions, et le raisonnement qui les sous-tend, sont susceptibles d'appel ou de révision.

49. **M. Cardona Llorens**, se référant à la situation des enfants séparés de leurs familles, attire l'attention sur des informations faisant état de problèmes concernant les soins prodigués dans les foyers et autres institutions, et il demande quelles sont les mesures adoptées pour répondre aux besoins de ces enfants. Il souhaite savoir si l'État partie finance les organisations qui les prennent en charge.

50. Il approuve les efforts de l'État partie pour favoriser l'insertion sociale des enfants handicapés mais se dit inquiet de l'incidence de la crise économique. Il demande quelles sont les mesures prises pour maintenir les niveaux de budget adéquats, en particulier eu égard à l'éducation, et à la mise en place d'un personnel d'aide et d'activités de loisir.

51. Bien qu'il applaudisse aux efforts de l'État partie pour lutter contre le travail des enfants, il se dit préoccupé par les dispositions législatives qui autorisent les enfants à effectuer des travaux «légers» jusqu'à 6 heures par jour. Il aimerait se voir préciser la définition des «travaux légers».

52. En ce qui concerne la justice des mineurs, M. Cardona Llorens demande si des procédures spéciales pour les affaires concernant des mineurs ont été mises en place et il souhaite avoir des informations sur les mesures de remplacement. Notant les craintes soulevées par le cas d'un enfant placé en détention dans un centre pour adultes, certes accompagné par un adulte, il demande si l'État partie envisage de créer un centre de détention spécial pour les mineurs. Comment l'État partie résout-il la question des enfants dans le système carcéral? Existe-t-il un accord avec l'Espagne concernant la prise en charge des mineurs privés de liberté?

53. **M. Pollar** attire l'attention sur l'article 11 de la Convention et demande quelles sont les mesures adoptées pour instaurer une autorité chargée d'appliquer la Convention et, si cette autorité existe, est-elle opérationnelle. Il demande si l'État partie dispose de données sur les enfants rapatriés en vertu de cette disposition de la Convention, et si des plaintes à cet égard ont été déposées au titre de la Convention par des ressortissants étrangers ou andorrans. Qu'en est-il du droit de visite?

54. L'État partie est normalement tenu de fournir des renseignements sur la suite donnée au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur l'implication d'enfants dans les conflits armés. Dans ses précédentes observations finales, le Comité avait demandé à l'Andorre d'ériger en infraction le recrutement d'enfants soldats et il souhaite savoir si cette recommandation a été observée.

55. M. Pollar rend hommage à l'État partie pour son soutien au Protocole facultatif et demande quelles sont les nouvelles initiatives entreprises susceptibles de servir d'exemples de meilleures pratiques aux autres États parties. Dans les observations finales publiées suite à son examen du rapport initial de l'Andorre au titre du Protocole facultatif (CRC/C/OPAC/AND/CO/1), le Comité a demandé à l'État partie de fournir des renseignements sur les enfants réfugiés en Andorre et susceptibles d'avoir participé à des hostilités dans leurs pays d'origine (par. 8), et il a souhaité que le rapport, les observations finales du Comité, et les réponses écrites à la liste des questions soient diffusés au public (par. 10). M. Pollar demande des informations sur les progrès réalisés à cet égard et si l'Andorre appartient au groupe de pays qui militent en faveur de l'interdiction du recrutement d'enfants soldats.

56. **M^{me} Maurás Pérez**, parlant de la question relative au travail des enfants, en particulier dans l'industrie touristique, dit que la participation traditionnelle des enfants à certains types de travaux reste un sujet d'inquiétude. Même si elle croit comprendre que la situation est aujourd'hui mieux réglementée, le fait que des enfants soient autorisés à travailler jusqu'à six heures par jour signifie qu'ils n'ont pas un accès adéquat à l'éducation, au jeu et aux loisirs. De quelle manière l'État partie contrôle-t-il efficacement les activités des enfants et réglemente-t-il leur participation à l'industrie touristique? Elle souhaite savoir s'il existe un code de conduite et demande des informations concernant le cadre juridique en place dans ce domaine.

57. **M^{me} Sandberg** souhaite savoir si, au vu des récents rapports indiquant le manque d'effectifs et la surcharge des services de protection de l'enfance, l'État partie estime ce secteur suffisamment doté en personnel. Il est essentiel de disposer de la main d'œuvre nécessaire pour traiter les cas et satisfaire aux normes de prise en charge requises. Les écoles, les membres du corps médical ou les autres services ont-ils l'obligation de signaler les cas d'abus ou de négligence aux services de protection de l'enfance? Elle souhaite aussi

savoir quels sont les dispositifs en place – par exemple des techniques spéciales d’entretien – pour protéger les enfants victimes et témoins dans le cadre judiciaire.

58. **M. Koompraphant**, évoquant la question des dispositifs alternatifs de prise en charge, demande si le placement en famille d’accueil est une possibilité pour les enfants séparés de leur famille. Il souhaite obtenir des informations sur la manière dont le gouvernement recrute des familles volontaires dotées des compétences parentales nécessaires, sur l’aide de professionnels et la formation offertes à ces familles, sur le personnel recruté à cette fin, et sur le soutien préparatoire apporté aux enfants avant qu’ils ne rejoignent leur famille d’accueil. S’efforce-t-on de travailler avec la famille pour offrir la meilleure prise en charge possible? Il souhaite également connaître les mesures adoptées pour prévenir le stress à la maison et à l’école, et demande si les enfants ont accès à des services de conseil et de santé mentale. Il demande si les mineurs délinquants peuvent bénéficier de services de soutien psychologique et si les tribunaux peuvent disposer de l’information concernant l’accès à ces services.

59. **M. Gastaud** dit que l’âge de la responsabilité pénale dans l’État partie, fixé actuellement à 12 ans, doit être relevé. Il souhaite savoir si les enfants de moins de 12 ans jouissent de l’impunité totale. Étant donné que les juges qui président les audiences sont les mêmes dans les cas impliquant à la fois des enfants et des adultes, il souhaite savoir si des sanctions différentes s’appliquent dans les affaires impliquant des mineurs délinquants.

60. **M^{me} Aidoo** demande si les programmes des établissements primaires et secondaires incluent l’enseignement des droits de l’homme, et en particulier celui des droits de l’enfant, en faisant référence à la Convention et à la législation nationale pertinente. Notant que l’État partie dispose d’un programme actif de formation continue pour les enseignants, elle demande si ces derniers reçoivent une formation aux droits de l’enfant et aux droits de l’homme en général.

61. **M. Kotrane** dit que dans ses observations finales concernant le rapport initial de l’Andorre au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l’enfant sur l’implication d’enfants dans les conflits armés, le Comité avait demandé à l’État partie d’ériger expressément en infraction pénale tous les actes définis dans le Protocole, en incorporant ses dispositions à la législation nationale (CRC/C/OPAC/AND/CO/1, par. 7). Comme il est d’usage pour l’État partie de fournir des informations sur les mesures de suivi adoptées, M. Kotrane souhaite connaître la suite donnée à cette recommandation, en particulier en ce qui concerne la compétence des tribunaux dans les affaires impliquant l’extradition et la double incrimination.

62. **Le Président** demande si les adolescents ont accès à des services de conseils confidentiels et à la contraception, et quelles sont les mesures en place pour limiter la consommation d’alcool ou autres substances toxicomano-gènes. Compte tenu du caractère illégal de l’avortement en Andorre, il souhaite connaître les mesures adoptées par l’État partie pour lutter contre les avortements illégaux ou le tourisme médical lié aux services d’avortement. Attirant l’attention sur les recommandations formulées par le Comité pour l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes et sur celles résultant de l’Examen périodique universel aux termes desquelles l’État partie devait modifier sa législation dans ce domaine, il demande si la situation a changé au cours des dernières années.

La séance est levée à 13 heures.